

CADRE ÉCONOMISTE

algérienne est vulnérable»

Le chef d'entreprise publique n'est pas mieux loti ?

C'est tout à fait vrai. Nous avons montré plus haut que le pouvoir n'était pas du tout intéressé d'avoir à la tête des entreprises nationales des managers autonomes et seulement tenus par l'obligation de résultat managérial, mais seulement des gestionnaires à ses ordres. Le code pénal rédigé spécialement à l'effet de maintenir les dirigeants d'entreprises publiques en situation de «présumés coupables» en fera des gestionnaires dociles et toujours prêts à répondre favorablement aux sollicitations des tutelles administratives. C'est sans doute pour cette raison qu'aucun des gouvernements qui se sont succédé à la tête du pays n'a pris la peine de retirer cette épée de Damoclès qui continue, aujourd'hui encore, à pendre au-dessus de la tête des cadres dirigeants des entreprises nationales, en dépit des récurrentes déclarations d'intention.

Pourquoi ce retour au dirigisme d'Etat avec le président Bouteflika alors que nous sommes censés être dans une économie de marché, capitaliste ?

Des entreprises publiques aux ordres permettent de rendre d'énormes services aux tenants du pouvoir. Elles permettent de maintenir contre le bon sens économique un certain niveau d'emplois. Elles permettent également au syndicat satellite UGTA de justifier son existence, car il ne faut pas perdre de vue que ce dernier n'est présent que dans le secteur public, les faibles effectifs de la plupart des entreprises privées ne justifiant pas la présence de syndicats d'entreprises. Il ne faut, par ailleurs, pas perdre de vue que le président Bouteflika a, à maintes reprises, affirmé son attachement au contrat social des années 1970 en allant même jusqu'à attribuer tous les maux du pays au fait de s'en être écarté à la faveur de la Constitution de 1989 et des réformes économiques et sociales qui en ont suivi.

Aujourd'hui encore, le problème du climat «délétère» des affaires et l'instabilité juridique demeurent des entraves de fond au développement du privé en dépit des mises en garde répétées du Forum des chefs d'entreprises de Réda Hamiani...

L'Algérie a plus que jamais besoin d'un consensus favorable aux entrepreneurs, notamment privés, officiellement consacré par la promulgation d'un texte doctrinal résultant d'un large débat du type de celui qui avait précédé l'adoption de la Charte nationale de 1976. Tout un travail de rapprochement de la société et du pouvoir en direction des entrepreneurs devrait être préalablement engagé à l'effet de consacrer l'utilité, l'importance et l'intérêt particulier que l'Etat et la société devront accorder à ces acteurs désormais perçus, non pas comme des délinquants potentiels, mais comme des créateurs de richesses. Ces derniers devraient constamment bénéficier de la présomption d'innocence quant à l'origine de leurs richesses, à moins que la justice, et uniquement elle, n'apporte la preuve contrai-

re. Aucune amélioration durable ne saurait être apportée au climat des affaires sans cette préalable réhabilitation politique et sociale des entrepreneurs. On ne peut sérieusement envisager une embellie du climat des affaires qu'après que ce geste hautement symbolique de reconnaissance serait accompli.

Chérif Rahmani, ministre des PME-PMI et de la Promotion de l'investissement, a préconisé la mise en place d'un «conseil de facilitation pour le développement de l'entreprise». Quelle lecture faites-vous d'une telle proposition émanant d'un membre du gouvernement ?

Toutes les bonnes initiatives sont bonnes, mais, cette fois encore, c'est au niveau de l'application que cette énième institution de promotion de l'investissement fera ou non preuve de son utilité et de son efficacité.

Des entreprises naissent et d'autres disparaissent, c'est la logique même de l'économie de marché.

Plus d'un million d'entreprises privées sont nées selon un bilan de l'ONS établi en 2011 ? Cela ne tempère-t-il pas votre pessimisme ?

Il est vrai que la démographie des entreprises privées a connu un essor remarquable tout au long de ces vingt dernières années. Il faut toutefois se rendre à l'évidence que l'écrasante majorité des sociétés nouvellement créées (plus de 90%) sont de très petites entreprises, ce qui est tout à fait normal au regard de la très courte trajectoire de l'entrepreneuriat privé algérien. Ce qui est à déplorer est la faible espérance de vie de ces entreprises au détriment desquelles le climat des affaires délétère exerce un effet malthusien. Son effet destructeur est d'autant plus puissant que ces petites entreprises sont pour la plupart sous capitalisées et gérées par des patrons qui n'ont pas l'expérience et la formation managériale requises. Il faut par conséquent rester très prudent sur le solde des entreprises qui auront la chance de subsister après quelques années d'activité. Il faut avoir à l'esprit que durant les années 2010 et 2011, ce sont pas moins de 50 000 PME qui ont disparu du fait de toutes les contraintes que nous avons énumérées plus haut.

Vous critiquez aussi le fait que les entreprises publiques aient la part belle comparativement au privé qui ne bénéficie que de la portion congrue des projets de développement ?

C'était effectivement la réalité il y a un peu plus de vingt années pour les raisons que nous avons explicitées plus haut, à savoir l'appui de l'Etat algérien sur les sociétés nationales considérées comme l'épine dorsale de l'économie, le confinement du privé dans les activités de sous-traitance du secteur public, l'octroi du commerce extérieur à des monopoles publics, etc. Depuis la libéralisation de 1988, les entreprises privées de plus en plus nombreuses et présentes dans un très large éventail de branches d'activités économiques ont ravi aux entreprises

publiques de nombreuses parts de marchés et d'activités d'importation. On sait, à titre d'exemple, qu'elles réalisent pas moins de 80% des programmes de construction de logements et d'équipements sociaux et qu'elles importent l'essentiel des produits de consommation. La réalisation des grands projets infrastructurels, généralement confiée aux sociétés étrangères et aux entreprises publiques, tirant à leur fin il n'y aura à l'avenir que des petits et moyens chantiers à confier aux entreprises. Le privé dimensionné pour les petits ouvrages aura de ce fait davantage de chances de capter les commandes publiques notamment au niveau de nos nombreuses collectivités locales.

En conséquence, pensez-vous qu'une économie aussi fragile que la nôtre — c'est le cas de tous les pays sous-développés, y compris les pays émergents — puisse survivre sans le soutien multiforme et un rôle central de l'Etat ?

Un Etat régulateur, incitateur et répressif contre les contrevenants ne peut, à l'évidence, faire que du bien. En revanche, un Etat rentier, bureaucratique et ramant à contre-courant de l'histoire, est de nature à bloquer, non seulement l'économie, mais également l'ascension de toute la société vers le progrès et la modernité. Il faudra donc être très vigilant sur le sens que l'on donne à ce soutien multiforme dévolu à l'Etat central, car quand il y a trop d'Etats toutes les dérives (bureaucratie, autoritarisme, corruption, etc.) deviennent possibles.

A court terme, le démantèlement des barrières douanières n'augure rien de bon compte tenu de cette fragilité...

Je ne connais pas un seul pays au monde qui a économiquement sombré du fait qu'il ait libéralisé son commerce. Bien au contraire l'ouverture économique régie par l'adhésion à l'OMC ou à des zones de libre-échange a contraint de nombreux pays à innover dans divers domaines pour améliorer leurs performances productives. C'est à la faveur de cette ouverture que des nations autrefois refermées sur elles-mêmes sont devenues des pays émergents. Si choc négatif de l'ouverture il y a, comme c'est le cas de l'Algérie, il faut chercher la raison dans la qualité des négociations avec les partenaires concernés, mais aussi et surtout, dans la qualité de la gouvernance qui prévaut aujourd'hui encore dans le pays. Mon avis est que les problèmes de l'économie algérienne ne résident pas dans les réformes déjà mises en œuvre mais dans toutes celles que nos gouvernants ont, pour une raison ou une autre, annulées, différées ou refusé d'appliquer.

Vous avez occulté deux réalités fondamentales que sont l'absence de culture managériale et de formation solide chez les dirigeants des entreprises, d'où les graves problèmes de gestion toujours d'actualité par ailleurs...

J'ai largement évoqué le problème dans un des chapitres de l'ouvrage en soulignant la part ridiculement faible de budget que consacre l'Etat à la formation de top managers et, dans l'immédiat, à la mise à niveau des cadres dirigeants déjà en poste. Nous avons même suggéré d'allouer autant de capitaux à la formation des ressources humaines que ceux destinés à la réalisation de certains projets infrastructurels dont la gestion requiert de la technicité et du savoir-faire. La réponse ne peut évidemment venir que de l'Etat qui tient les cordons de la bourse et peut prendre une décision aussi fondamentale.

En matière de ressources humaines, vous avez aussi ignoré la faiblesse d'une main-d'œuvre d'essence rurale au demeurant, produit d'une politique volontariste et populiste, qui s'est avérée inadaptée pour la mise en marche performante de l'outil de production-bâtiment et industrie ?

Le problème de l'inadaptation de la main-d'œuvre d'essence rurale aux techniques et

méthodes de production modernes est bien réel. Il s'est même aggravé avec la surprotection dont bénéficient les travailleurs absenteïstes ou, comme c'est souvent le cas, peu ardents au travail. Ce qui est navrant est de constater que ce problème n'est pas nouveau puisqu'il s'était déjà posé avec acuité dès le début des années 1970 avec la mise en œuvre des plans de développement qui requéraient de la main-d'œuvre nombreuse et qualifiée, notamment dans le bâtiment et les nouvelles unités industrielles. Il a beaucoup été question de qualifier cette main-d'œuvre dans les centaines de centres et autres instituts de formation professionnelle qui avaient été construits à cet effet.

Sur le terrain, le résultat est à l'évidence décevant puisqu'on continue aujourd'hui encore à se plaindre du même problème. Seul un état des lieux sans complaisance de la formation professionnelle en Algérie serait de nature à mettre en évidence les véritables causes de cet échec et prendre en conséquence les mesures de redressement qui s'imposent.

Compte tenu de ce qui précède, quel est l'avenir pour une économie dont le budget de l'Etat est puisé dans le fonds de régulation des recettes pétrolières au lieu de la fiscalité ordinaire (impôts et taxes). Autrement dit, les entreprises publiques et privées ne créent pas de richesses dont c'est la pourtant la vocation première...

Elles pourraient certainement en créer plus si on permettait à celles qui existent déjà de fonctionner à l'optimum et à ceux qui envisagent de créer de nouvelles entreprises de le faire dans les délais plus courts possibles. Les procédures préalables aux autorisations d'investissement et à la création de nouvelles entreprises (sous d'autres cieux une simple déclaration suffit) entravent l'entrée en activité de milliers d'investissements productifs et de sociétés de diverses natures, privant ainsi le fisc d'une importante manne financière. En bloquant avec autant de zèle les entreprises, les autorités concernées causent un énorme préjudice financier (ressources fiscales en moins) et humain (pas de création d'emplois) à notre économie.

Peut-être une dernière question sur l'élite algérienne expatriée estimée à 300 000 personnes susceptible de s'impliquer en nombre pour sauver l'économie...

Nos élites expatriées se tiennent constamment informées de tout ce qui se passe de nouveau en Algérie. Je pense qu'il n'y a rien de mieux qu'un constat d'amélioration du climat des affaires pour susciter chez ceux qui en ont le désir et évidemment les moyens, une éventuelle implication dans le développement de leur pays d'origine. Il faut savoir que le patriotisme et autres appels démagogiques, dont les gouvernements algériens avaient usé et abusé dans le passé, ne font plus recette. Nos émigrés qui adorent leur pays souhaitent tous, sans exception, être gratifiés pour leurs contributions intellectuelles et pour ceux qui choisiront d'y lancer des affaires, de gagner un maximum d'argent. A l'avenir, le rôle de l'Etat devrait donc consister à concilier du mieux possible les intérêts des différentes parties.

B. T.
taouchichetbrahim@gmail.com

* Ancien cadre de l'administration centrale et du secteur public économique, Nordine Grim est un observateur privilégié de la scène économique algérienne. Il est au fait du dossier des réformes puisqu'il a contribué à leur mise en œuvre au niveau des fonds de participation et des holdings publics dans lesquels il a travaillé durant plus de 10 ans. Il a également eu à gérer d'importantes unités économiques du secteur du bâtiment et les problèmes inhérents à la gestion des entreprises publiques économiques.
* Entrepreneurs, pouvoir et société en Algérie -187 pages-850 DA.Casbah Editions.

Quelques chiffres cités par l'auteur

- L'investissement privé recourt à l'épargne familiale ; les banques ne jouant pas le jeu (refusent le risque inhérent avec l'entrepreneuriat).
- 600 000 entreprises privées sont nées durant cette dernière décennie.
- Le privé c'est 80% du PIB hors hydrocarbures.
- Désertification industrielle : en 4 ans, l'Algérie a vu la disparition de 50 000 PME industrielles.
- Import-import : les sociétés de négoce passent de 12 000 à 40 000 aujourd'hui.
- Démantèlement des barrières tarifaires = disparition d'entreprises industrielles qui se convertissent dans l'informel.
- L'informel en 2010 : 1,7 million d'emplois soit 20% de la population active, 17% de l'ensemble des revenus des ménages, 400 milliards de pertes de recettes budgétaires pas de cotisations sociales, fiscales et parafiscales.
- 1 million d'entreprises privées créées ces 20 dernières années mais 600 000 (92%) sont de très petites tailles et n'ont que 5 ans d'âge.
- De 2009 à 2011, les autorités politiques se sont employées à instaurer un climat défavorable au privé.